



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*


**Secrétariat général
pour l'administration**

Direction des territoires,
de l'immobilier et de l'environnement
Sous-direction des risques, de l'environnement
et du développement durable
Bureau des installations classées

Affaire suivie par Sophie MICHEL
Mail : sophie2.michel@intradef.gouv.fr
Tél. 09 88 68 05 21
Réf. : dossier autorisation n° 2025-49

Paris, le 20 juin 2025
N° ARM/SGA/DTIE/SDREDD/BIC
2025-1641

BORDEREAU D'ENVOI

DÉSIGNATION DES PIÈCES	NOMBRE	OBSERVATIONS
<p>OBJET : Arrêté portant approbation de l'augmentation temporaire de l'activité de dragage relevant de la Loi sur l'eau (rubrique n° 4.1.3.0-3-a de la nomenclature) exploitée par la base navale de Dégrad-des-Cannes et située sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly (Guyane)</p> <p>Références :</p> <ul style="list-style-type: none">- porter à connaissance en date du 16 avril 2025 ;- mail du CGA/IIC en date du 23 mai 2025. <p>Pièce jointe :</p> <ul style="list-style-type: none">- arrêté autorisation <p>Copies internes à :</p> <ul style="list-style-type: none">- CGA/IS/PE ;- SID EPN/SDETE /BMRE ;- MARINE/EMM-BALARD/MGM/ALNUC/MDR/PREV/CA ENV ;- EMA/FORCES DE SOUVERAINETE/FAG/DICOM-GUF/DCS/BRHL/BNDDC.	1	<p>Pour Monsieur le Préfet de la Guyane :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article R. 181-55 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation vous est adressée pour publication sur le site internet de la préfecture.</p> <p>Le Sous-directeur des risques, de l'environnement et du développement durable</p> 

Alain BROSSAIS

Pour publication :

Monsieur le Préfet de la Guyane
Rue Friedmond
BP 7008
97 307 Cayenne Cedex

Pour notification :

Monsieur le Commandant de la Base Navale de Dégrad-des-Cannes
Base de défense de Guyane
Base navale de Dégrad des Cannes
CS 56 019
97 306 Cayenne Cedex



MINISTÈRE DES ARMÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté portant approbation de l'augmentation temporaire de l'activité de dragage relevant de la Loi sur l'eau (rubrique n° 4.1.3.0-3-a de la nomenclature) exploitée par la base navale de Dégrad-des-Cannes et située sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly (Guyane)

Le ministre des armées,

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles R. 217-1 et R. 214-44 ;
- Vu la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA), notamment la rubrique n° 4.1.3.0-3-a ;
- Vu l'arrêté du 9 août 2006 relatif aux niveaux à prendre en compte lors d'une analyse de rejets dans les eaux de surface ou de sédiments marins, estuariens ou extraits de cours d'eau ou canaux relevant respectivement des rubriques 2.2.3.0, 4.1.3.0 et 3.2.1.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 28 avril 2011 modifié fixant les modalités d'exercice des polices administratives des installations, ouvrages travaux ou activités et des installations classées pour la protection de l'environnement au sein des organismes relevant du ministère des armées ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 août 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) de Guyane 2022-2027 et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant. ;
- Vu l'arrêté ministériel d'autorisation environnementale en date du 13 mars 2024 autorisant la reconstruction de l'apportement de la Base navale de Dégrad-des-Cannes ;
- Vu le récépissé de déclaration du plan pluriannuel de gestion de dragage de la zone portuaire de la Base navale de Dégrad-des-Cannes en date du 18 novembre 2022 ;
- Vu le porter à connaissance transmis par la base navale de Dégrad-des-Cannes par message officiel n°2025/176 en date du 16 avril 2025 ;
- Vu l'avis émis par l'observatoire de la Dynamique côtière (ODyC) constitué de membres de la direction générale des territoires et de la mer (DGTm) de Guyane, du centre national de la recherche scientifique (CNRS) et du bureau des recherches géologiques et minières (BRGM) ;
- Vu la réponse en date du 15 mai 2025 de la direction générale des territoires et de la mer (DGTm) de Guyane à la demande de contribution transmise le 22 avril 2025 ;

- Considérant qu'en application de l'article R. 214-44 du code de l'environnement : *« les travaux destinés à prévenir un danger grave et immédiat, présentant un caractère d'urgence, peuvent être entrepris sans que soient présentées les demandes d'autorisation ou les déclarations auxquelles ils sont soumis, à condition que le préfet en soit immédiatement informé. Celui-ci détermine, en tant que de besoin, les moyens de surveillance et d'intervention en cas d'incident ou d'accident dont doit disposer le maître d'ouvrage ainsi que les mesures conservatoires nécessaires à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 211-1. Un compte-rendu lui est adressé à l'issue des travaux. »* ;
- Considérant qu'en application des dispositions de l'article L. 120-1-2 du code de l'environnement : *« les dispositions des articles L. 120-1 et L. 120-1-1 ne s'appliquent pas lorsque l'urgence justifiée par la protection de l'environnement, de la santé publique ou de l'ordre public ne permet pas l'organisation d'une procédure de participation du public »* ; que les dispositions des articles L. 123-19-1 et L. 123-19-2 du code de l'environnement, relatifs à la consultation du public, ne s'appliquent pas ;
- Considérant qu'un ensablement, une avancée du trait de côte de 5 mètres environ, a été constaté à partir du mois de janvier 2025 autour de l'appontement de la base navale de Dégrad-des-Cannes située sur la commune de Rémire-Montjoly (Guyane) et porté à la connaissance de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées le 16 avril 2025 ;
- Considérant que ce phénomène occasionne une diminution très importante du tirant d'eau, rendant dangereuses les manœuvres portuaires de l'embarcation remonte-filets Caouanne et des vedettes côtières de surveillance maritime de la Gendarmerie maritime, et l'impossibilité d'emploi du ras débordoir n°4 ; que le risque d'échouage de l'ERF Caouanne et des vedettes de la Gendarmerie à marée basse rend nécessaire l'amélioration du tirant d'eau, de façon immédiate et présente un caractère d'urgence ; que l'augmentation temporaire de l'activité de dragage permettra de désensabler la Base navale de Dégrad-des-Cannes suite au phénomène occasionné par la diminution du tirant d'eau ;
- Considérant que la base navale de Dégrad-des-Cannes dispose d'un récépissé de déclaration d'un plan pluriannuel de gestion des dragages pour un volume de 40 000 m³/an ; qu'elle a été autorisée par arrêté en date du 13 mars 2024 à reconstruire son appontement, sur la base d'un dossier d'autorisation environnementale et de son étude d'incidence ;
- Considérant la consultation des services compétents de la DGTM ;
- Considérant que la zone pressentie pour le dépôt temporaire du sable déplacé est celle ayant été mise à contribution en 2003 et en 2013 et que ce sable est destiné à recharger ultérieurement une plage sur le territoire de la commune de Rémire-Montjoly ;
- Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les conditions d'application de l'article R. 214-44 du code de l'environnement sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu,

Sur proposition de l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées,

Arrête :

Article 1 :

Le commandant de la base navale de Dégrad-des-Cannes est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour restaurer un tirant d'eau de hauteur suffisante : draguer un volume de 120 000 m³ au titre de l'année 2025 et déplacer le sable accumulé depuis le début de l'année 2025, pour le déposer sur l'emplacement prévu au sud de la base navale et à l'est de l'appontement, lequel présente les caractéristiques pour entreposer temporairement environ 45 000 m³ de sable.

Article 2 :

Cette autorisation est accordée pour l'année 2025.

Les mesures prises et les travaux effectués feront l'objet d'une information régulière au maire de la commune de Rémire-Montjoly, au préfet du département de la Guyane, ainsi qu'à l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées.

Article 3 :

Le commandant de la base navale de Dégrad-des-Cannes adressera un compte-rendu à la Direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement, copie à l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées, des résultats des analyses pratiquées sur les échantillons de sédiments prélevés près de l'appontement, et du déroulement des opérations.

Article 4 :

En application de l'article R. 181-55 du code de l'environnement, le présent arrêté est communiqué au préfet de la Guyane qui effectue les formalités de publicité prévues par l'article R. 181-44 du même code :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Rémire-Montjoly et peut y être consultée;
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Rémire-Montjoly pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Rémire-Montjoly fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Guyane, l'accomplissement de cette formalité ;
- l'arrêté est adressé au conseil municipal de Rémire-Montjoly ;
- l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Guyane pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Cayenne, sis rue Schoelcher, 97300 Cayenne ou au moyen de l'application Télérecours (www.telerecours.fr) :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès du ministre des armées dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 :

La directrice des territoires, de l'immobilier et de l'environnement, le préfet du département de la Guyane, le commandant de la base navale de Dégrad-des-Cannes et l'inspection des installations classées relevant du ministère des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 20/06/2025

Pour le ministre et par délégation

**Le Sous-directeur des risques,
de l'environnement et du développement durable**



Alain BROSSAIS